



Syndicat des Personnels  
du Réseau International du Ministère  
de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12  
[sprim-fo@dgtresor.gouv.fr](mailto:sprim-fo@dgtresor.gouv.fr) - Tél. : 01.53.18.83.03 - [www.sprim-fo.org](http://www.sprim-fo.org)

## **Revue de presse du 30 mai 2023**

### **Presse – Actualités**

- [Comment « l'Airbus des batteries » a réussi à ouvrir la première gigafactory française en trois ans - Les Echos](#)
- [Questions autour de la présidence espagnole de l'UE - Les Echos](#)
- [Fraude sociale : Allocations, cartes Vitale, retraités à l'étranger... Gabriel Attal dévoile ses mesures – 20Minutes](#)
- [Impôts, contrat d'assurance... Ce qui change à partir du 1er juin – Le Progrès](#)
- [Dette française : Après la sanction de Fitch, la pression monte à l'approche du verdict de S&P - Challenges](#)
- ["La pollution plastique, c'est une bombe à retardement", alerte Emmanuel Macron - Challenges](#)

# ARTICLES DE PRESSE

## Comment « l'Airbus des batteries » a réussi à ouvrir la première gigafactory française en trois ans - Les Echos

ACC, la coentreprise entre Stellantis, TotalEnergies et Mercedes, inaugure ce mardi la première usine géante française de batteries électriques. Le sentiment d'urgence a poussé pouvoirs publics et industriels à accélérer au maximum sa construction.



La totalité des investissements programmés ces prochaines années par la coentreprise européenne se monterait, d'après les pouvoirs publics, à près de 7 milliards d'euros. (Simone Perolari/REA)

Au large de la nationale 47, entre Lens et Lille, rien ne distingue de l'extérieur la première usine géante de batteries électriques de France des autres bâtiments de la zone industrielle de Douvrin. Et pourtant, il s'agit de la première réalisation concrète du fameux [« Airbus de la batterie »](#), appelé de leurs vœux par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, et son homologue allemand de l'époque, Peter Altmeier, en 2018.

Signe de la charge symbolique de l'événement, la gigafactory d'ACC (pour Automotiv Cells Company) accueillera ce mardi lors de son inauguration pas moins de cinq ministres, de trois nationalités différentes. Bruno Le Maire (Economie), Agnès Pannier-Runacher (Transition énergétique) et Roland

Lescure (Industrie) seront accompagnés de l'Allemand Volker Wissing (ministre des Transports) et de l'Italien Adolfo Urso (Entreprises).

### **Un record de vitesse**

Les patrons de trois des plus grandes entreprises industrielles européennes, coactionnaires d'ACC, feront également le déplacement. En l'occurrence, Carlos Tavares pour Stellantis, Patrick Pouyanné pour TotalEnergies (via sa filiale Saft) et Öla Kalenius pour Mercedes-Benz.

Il y a quatre ans, pourtant, ACC n'existait pas. La coentreprise formellement créée en 2020 par Stellantis (alors PSA) et Saft, filiale de TotalEnergies spécialisée dans les batteries, n'aura mis que trois ans pour imaginer et construire la première tranche de son site de Douvrin.

Cette rapidité d'exécution résume le sentiment d'urgence ressenti dès 2018 par les pouvoirs publics et l'industrie automobile européenne face à la nécessité de maîtriser une première brique, la plus importante pour construire une voiture électrique : la batterie.

L'élément, parfaitement maîtrisé par les industriels asiatiques, représente jusqu'à 40 % de la valeur d'un véhicule électrique. Les industriels européens n'ont qu'une connaissance limitée de ce domaine alliant chimie, mécanique et électronique de puissance.

### **1,3 milliard de subventions**

« Dès la création d'ACC, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour anticiper toutes les difficultés que pourrait rencontrer le dossier de première gigafactory, se remémore-t-on à Bercy. L'autorisation d'exploiter a ainsi été accordée en à peine plus de six mois, un record pour ce type de projet. Normalement, cette étape s'allonge sur dix-sept mois. »

Avant cela, il a fallu vaincre des réticences. Stellantis [se montre au départ prudent](#), à la vue des investissements à réaliser. La première tranche de l'usine de Douvrin, seule, coûte 800 millions d'euros. La totalité des investissements programmés ces prochaines années par la coentreprise européenne se monterait, d'après les pouvoirs publics, à près de 7 milliards d'euros. « Ces ordres de grandeur n'ont rien à voir avec les coûts habituels d'une usine automobile », souligne Yann Vincent, le directeur exécutif d'ACC.

Le montant record des subventions exceptionnelles promises au projet finit de convaincre le groupe automobile. La France accorde 800 millions d'euros au projet et l'Allemagne 500 millions, soit 1,3 milliard d'euros au total.

### **Mercedes plutôt que Renault**

Bien qu'il y soit très fortement poussé par l'Etat français, son principal actionnaire, Renault rechigne pour sa part à s'associer, via ACC, à son concurrent de toujours Stellantis (l'ex-Peugeot). Annoncée au printemps 2020 par Emmanuel Macron lui-même, sa participation au consortium s'ensable. C'est finalement l'allemand Mercedes [qui se joint aux noces](#) européennes de la batterie en septembre 2021.

« Il y avait une très nette différence d'appétence entre Renault et Mercedes, se rappelle un témoin de l'affaire. Avec Renault, il n'y avait que des réunions épisodiques, régulièrement repoussées. À partir du moment où Mercedes est arrivé dans les discussions, les responsables français avaient en face d'eux 20 personnes, qui demandaient des points d'avancement presque tous les jours. »

### **La possibilité de nouveaux clients**

ACC est une belle opportunité pour l'allemand, qui manquait d'un fournisseur européen, quand son rival Volkswagen avait noué une alliance avec le pionnier suédois de la batterie Northvolt. Avec l'arrivée de l'allemand, la coentreprise revoit ses ambitions, [multipliant par deux et demi son objectif de production](#) à horizon 2030, à 120 gigawattheures. La première tranche de 13 GWh produira assez de batteries pour équiper environ 250.000 voitures électriques.

Aujourd'hui, la porte d'ACC reste ouverte. Un troisième (voire un quatrième client) n'est pas exclu. Cette éventualité est même déjà prévue dans le pacte d'actionnaires.

**Guillaume Guichard**

\* \* \*

## Questions autour de la présidence espagnole de l'UE - Les Echos

La décision de Pedro Sanchez d'appeler à des élections anticipées en juillet complique potentiellement la mission de Madrid à l'échelon européen au deuxième semestre.

L'annonce inattendue de [législatives anticipées](#) en Espagne, maintenant prévues pour le 23 juillet, pose de nombreuses questions sur la présidence semestrielle de l'UE que Madrid doit assumer à partir du 1er juillet.

Il n'est certes pas inhabituel pour un Etat membre d'organiser un scrutin pendant une présidence du Conseil de l'UE. Mais quand cela s'est produit pour la France au premier semestre 2022, Paris s'est (brièvement) posé la question d'un report.

Une campagne nationale absorbe évidemment du temps, de l'énergie et des ressources humaines qui ne sont pas consacrées à l'échelon européen. Dans le cas de l'Espagne, dont ce sera la cinquième présidence (la dernière remontant à 2010), entre en ligne de compte la forte probabilité d'une alternance, compte tenu du camouflet enregistré par le PSOE de Pedro Sanchez aux régionales et municipales du 28 mai.

### Alternance possible

Si jamais le Partido Popular revenait au pouvoir, il y aurait fatalement, au cours de l'été et à la rentrée de septembre, une phase de transition au cours de laquelle les ministres devraient se familiariser avec des dossiers européens souvent complexes. On a vu, début 2023, des ministres suédois parfois tâtonner alors que le gouvernement de droite est entré en fonction à la fin 2022.

Une nouvelle équipe à la Moncloa pourrait aussi vouloir réorienter les priorités de l'Espagne. « Mais il faut prendre en compte que le rôle de la Présidence est de faciliter les accords, souligne Eric Maurice, de la fondation Robert Schuman. Un nouveau gouvernement espagnol aurait certes un levier : la possibilité de proposer de nouveaux amendements, mais aussi une limitation : son devoir de s'exprimer au nom des Vingt-Sept plus qu'en son nom propre ».

### Pacte de stabilité

Un des dossiers phares que Madrid doit coordonner, au second semestre, porte sur la [rénovation du pacte de stabilité](#) . En jeu : le degré de flexibilité qui

sera laissé aux capitales nationales, à l'avenir, dans la définition de leurs trajectoires budgétaires.

La Ministre de l'Economie Nadia Calvino, une ancienne haute fonctionnaire européenne qu'on dit très intéressée par la présidence de la Banque européenne d'investissement, connaît toutes les dimensions du sujet par coeur. S'il y a alternance, son ou sa remplaçante devra plonger dedans au plus vite.

Autre priorité européenne : le pacte migration et asile, proposé par la Commission européenne dès 2020. La Présidence française en a fait avancer deux chapitres importants en juin 2022, mais il reste beaucoup de travail dans ce dossier clivant sur lesquelles les sensibilités nationales sont très vives.

On peut aussi citer la politique commerciale. Alors que se tiendra à Bruxelles, les 17 et 18 juillet un sommet entre l'UE et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, Madrid, soutenu par Berlin, aimerait enfin finaliser l'accord de [libre-échange avec le Mercosur](#) . Jusqu'ici, Emmanuel Macron a posé des conditions drastiques de respect par les quatre pays concernés de normes strictes, notamment pour la production agricole, qui irritent Brasilia.

### **Présidence hongroise**

Officiellement, Madrid assure qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter. « Le bureau de coordination de la PEUE 2023 garantit son déroulement normal sans interférence avec l'activité du gouvernement espagnol », assurait lundi la Représentation permanente à Bruxelles.

Ces questions sur la présidence espagnole interviennent alors que les eurodéputés doivent voter le 1er juin une résolution qui met en doute la capacité de la Hongrie à assumer sa propre présidence, prévue au deuxième semestre 2024.

### **Alliance avec l'extrême droite**

Les milieux européens regarderont de très près le résultat des législatives espagnoles, et notamment l'inclination éventuelle du Parti populaire à nouer une alliance avec le parti Vox d'extrême droite. Ce dernier appartient à la formation eurosceptique ECR menée par Giorgia Meloni, la Présidente du Conseil italien. Depuis des mois, les conservateurs européens envoient des [signaux de rapprochement](#) avec cette constellation qui abrite les Fratelli d'Italia et Droit et Justice, au pouvoir à Rome et Varsovie.

S'il était vaincu le 23 juillet, Pedro Sanchez pourrait chercher l'an prochain à remplacer Charles Michel à la présidence du Conseil européen. Mais outre qu'il sera difficile de nommer un président défait par les urnes, Pedro Sanchez a d'ores et déjà de solides concurrents pour le poste : Antonio Costa et Xavier Bettel, premiers ministres du Portugal et du Luxembourg.

**Karl De Meyer (Bureau de Bruxelles)**

\* \* \*

## **Fraude sociale : Allocations, cartes Vitale, retraités à l'étranger... Gabriel Attal dévoile ses mesures – 20Minutes**

**ARGENT PUBLIC** Selon la Cour des comptes, la fraude aux prestations sociales seule est évaluée entre 6 et 8 milliards d'euros par an

[Après la fraude fiscale](#), l'exécutif s'attaque à la fraude sociale. Allocations, cartes Vitale, retraités à l'étranger... [Gabriel Attal](#) a dévoilé lundi un vaste plan de lutte qui doit permettre de faire des économies et de doubler les redressements d'ici à 2027.

« La fraude sociale, comme la fraude fiscale, est une forme d'impôt caché sur les Français qui travaillent », déclare le ministre délégué chargé des Comptes publics dans un entretien au *Parisien*. La fraude aux [prestations sociales](#) seule est évaluée entre 6 et 8 milliards d'euros par an selon la Cour des comptes.

**Dix ans pour réussir ce chantier**

Le ministre se donne 10 ans pour mener le chantier, avec une première étape, à savoir avoir en 2027 « deux fois plus de résultats qu'en 2022 ». Les redressements ont déjà augmenté de 35 % depuis cinq ans. Il promet pour cela la création de mille postes supplémentaires durant ce quinquennat et un investissement d'un milliard d'euros dans les systèmes d'information.

Le ministre détaille tout un train de mesures à plus ou moins brèves échéances. L'une d'elles, la fusion de la carte Vitale avec la carte d'identité, n'a par contre apparemment pas fait l'objet de concertation au sein du gouvernement. Un cadre du ministère de l'Intérieur a en effet réagi immédiatement et mis en garde contre une telle mesure « techniquement impossible et pour laquelle la [Cnil](#) est profondément opposée ». Selon lui, « la solution reste la [carte Vitale biométrique](#) qui a été votée et qu'il faut mettre en place ». Mais le ministre semble avoir abandonné cette idée compte tenu de son coût. Sur la fusion carte Vitale/carte d'identité une mission de préfiguration va être lancée d'ici à l'été avec des conclusions attendues d'ici à la fin de l'année.

**Les moyens des Urssaf vont augmenter**

Gabriel Attal veut par ailleurs « renforcer » les conditions de résidence en France « pour bénéficier d'allocations sociales ». Il faudra désormais passer

neuf mois de l'année dans le pays, contre six prévus actuellement, pour bénéficier des allocations familiales ou du minimum vieillesse. De même pour les APL qui ne nécessitent que huit mois de présence pour l'heure. Le ministre entend en outre augmenter les moyens des Urssaf pour limiter la fraude aux cotisations des employeurs.

Bercy veut par ailleurs cibler les retraités vivant hors des frontières européennes afin de mieux identifier ceux qui sont décédés mais continuent à percevoir des allocations. Gabriel Attal rappelle d'ailleurs que plus d'un million de pensions sont versées à l'étranger, dont la moitié hors d'Europe, et 300.000 en Algérie.

\* \* \*

## **Impôts, contrat d'assurance... Ce qui change à partir du 1er juin – Le Progrès**

Quels changements sont à prévoir dans votre vie quotidienne et pour votre porte-monnaie au 1<sup>er</sup> juin ? On fait le point.

Impôts sur le revenu, déclaration de biens immobiliers... Les dernières échéances tombent en juin. Photo Sipa/Mourad ALLILI

A chaque début de mois son lot de nouveautés. Découvrez celles qui vous attendent à partir du jeudi 1er juin.

### **Résilier un contrat d'assurance en quelques clics**

Dès le 1<sup>er</sup> juin, il ne vous faudra plus que quelques clics pour vous débarrasser de votre contrat d'assurance en ligne, grâce au [décret n° 2023-182 publié au Journal officiel](#) le 16 mars 2023.

L'objectif est de vous libérer de la lourdeur du processus traditionnel et de rendre le désabonnement en ligne aussi simple que [l'abonnement](#). Cette mesure concerne notamment les contrats d'assurance souscrits par des particuliers en dehors de leurs activités professionnelles (assurance habitation, prévoyances, mutuelles, etc).

En pratique, les particuliers devront trouver, sur le site internet ou l'application mobile des assureurs, un onglet « résiliation » facilement identifiable. La promesse : résilier en un clic !

Pour l'instant, cette mesure concerne seulement les contrats signés avec des assureurs, des mutuelles et des institutions de prévoyance. Toutefois, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a promis d'étendre cette loi à d'autres domaines, tels que la téléphonie ou l'électricité, dans un avenir proche.



## Encore quelques jours pour vos impôts

Plus que quelques jours pour remplir votre déclaration d'impôts 2023 sur les revenus 2022. Le délai est déjà passé pour la déclaration papier et la déclaration en ligne des habitants des départements 1 à 19.

Pour les habitants des départements 20 à 54, la date limite est jusqu'au **jeudi 1<sup>er</sup> juin**, à 23h59.

Enfin, pour les résidents des départements 55 à 974/976, le délai est le **jeudi 8 juin**, à 23h59.

## Derniers jours pour les demandes de bourse et de logements étudiants

Si vous êtes étudiant et que vous n'avez pas encore fait votre demande de bourse ou de logement, il ne reste que quelques jours pour le faire. Le dossier, complet, doit être déposé avant le 31 mai sur [la plateforme de l'État](#).

## Propriétaires, pensez à déclarer vos biens immobiliers

À la traditionnelle [déclaration de revenus](#), s'ajoute cette année [la déclaration des biens immobiliers](#). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, tous les propriétaires d'un bien immobilier à usage d'habitation ont l'obligation de le déclarer avant le 30 juin. Cette déclaration n'a pas de lien avec [l'impôt](#) sur le revenu, c'est une déclaration à part. Pour cela, il faut se rendre sur le site [impots.gouv.fr](#) puis sur « Gérer mes biens immobiliers », dans l'espace personnel.

Avec cette démarche, le fisc cherche à savoir à quoi servent les biens immobiliers des propriétaires : est-ce une résidence principale ou secondaire ? Est-il loué ? Est-il vacant ? Grâce à ça, l'administration fiscale devrait pouvoir recenser les contribuables devant encore s'acquitter de la [taxe d'habitation](#).

Gare aux oublis. À défaut de déclaration, vous vous exposez à une amende de 150 euros.

## Fin du tarif réglementé du gaz au 30 juin

[Le tarif réglementé du gaz prendra fin le 30 juin](#), car jugé contraire au droit européen. Les quelque 2,4 millions de clients français disposant d'un contrat dont le prix de vente du gaz est réglementé devront donc basculer sur une offre de marché à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Dans ce cas, ce n'est pas l'État qui détermine leurs prix, mais les fournisseurs qui les définissent.

Pour savoir si vous disposez d'un tarif réglementé sur le gaz, il suffit de regarder votre facture, qui l'indique. C'est le cas pour les clients d'Engie. Pour ceux de TotalEnergies, OHM ou Eni, ces fournisseurs sont déjà passés à une offre de marché.

Pour aider les consommateurs à comparer les contrats de gaz, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a publié [son tarif « repère »](#) pour juin 2023. Le Médiateur national de l'énergie met également à disposition [un comparateur d'offres](#).

\* \* \*

## **Dettes française : Après la sanction de Fitch, la pression monte à l'approche du verdict de S&P - Challenges**

Un mois après la sanction de l'agence de notation Fitch, la pression monte sur le gouvernement français qui s'active pour convaincre du sérieux de sa trajectoire budgétaire à l'approche du verdict de Standard and Poor's (S&P) vendredi prochain.

Interrogée dimanche matin sur ce sujet par Radio J, la Première ministre Elisabeth Borne a indiqué qu'"il y a eu des explications détaillées" du ministre de l'Economie "Bruno Le Maire auprès de Standard and Poor's sur tout ce qu'on fait pour maîtriser nos finances publiques".

Ces "discussions très étroites", selon les mots de Elisabeth Borne, interviennent au moment où l'exécutif peine à tourner la page de la réforme des retraites, qui a illustré les difficultés à faire passer des lois au Parlement, tout en faisant l'objet de vives contestations sociales.

Fitch, en abaissant le 28 avril la note de la France d'un cran, à "AA-", avait justifié sa décision notamment par une "impasse politique" de nature à compliquer la tâche du gouvernement dans sa volonté de réformes, voire à encourager les dépenses.

Selon cette agence de notation, la situation de blocage actuelle pourrait "créer des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste ou d'un renversement des réformes précédentes". Après avoir atteint 4,7% du produit intérieur brut (PIB) en 2022, le déficit public français devrait légèrement remonter cette année à 4,9%, avant de refluer progressivement à partir de 2024, anticipe le gouvernement dans son programme de stabilité présenté en avril, qui table sur un retour dans les clous budgétaires européens en 2027. La dette publique frôle quant à elle les 3.000 milliards d'euros.

### **"Contestations socio-politiques"**

Vendredi, c'est l'agence de notation Scope, moins regardée que Fitch, Moody's et S&P, qui a abaissé la perspective de la note du pays à "négative", ce qui signifie une possible future baisse de la note. Actuellement à "AA" soit le troisième plus haut niveau de sa grille, Scope pourrait abaisser cette note "dans les 12 à 18 mois".

Parmi les risques pesant sur les finances françaises, l'agence a relevé que "la dynamique économique s'est nettement ralentie au second semestre 2022".

Elle s'est montrée aussi peu convaincue de la trajectoire de réduction du déficit et de la dette publics, en raison d'un "mauvais bilan en matière d'assainissement budgétaire, d'une charge d'intérêt de la dette croissante et de risques liés à la mise en oeuvre du programme de

réformes". Ces risques sont liés à "l'absence de majorité au Parlement" et à des "contestations socio-politiques", notamment contre la réforme des retraites, a-t-elle expliqué.

Une nouvelle journée de mobilisation contre cette réforme est prévue le 6 juin, deux jours avant que l'Assemblée nationale n'examine une proposition de loi portée par le groupe indépendant Liot et visant à abroger la retraite à 64 ans.

"On fera tout pour que ce débat n'ait pas lieu", a toutefois assuré la secrétaire d'Etat chargée de l'Enfance Charlotte Caubel, alors que le pouvoir cherche à utiliser l'article 40 de la Constitution, selon lequel les initiatives des parlementaires ne sont pas recevables si elles entraînent un alourdissement des charges publiques.

## **Gel des crédits**

Même si cela n'a pas eu d'impact sur la capacité de financement du pays, l'avertissement des deux agences de notation n'est pas une bonne nouvelle pour le gouvernement qui met régulièrement en avant sa crédibilité économique et son sérieux budgétaire face aux oppositions.

D'où les efforts engagés pour éviter vendredi une dégradation de la note de S&P, dont la perspective est d'ores et déjà "négative".

Mardi, l'entourage de Mme Borne et M. Le Maire ont annoncé à l'AFP un gel supplémentaire de 1% des crédits du budget 2023 pour tenir la trajectoire en matière de finances publiques.

Après la décision de Fitch, le ministre avait en outre assuré que la France allait continuer les réformes, fustigeant une "appréciation pessimiste" de l'agence de notation.

(avec AFP)

\* \* \*

## **"La pollution plastique, c'est une bombe à retardement", alerte Emmanuel Macron - Challenges**

Emmanuel Macron a appelé à "mettre fin à un modèle globalisé et insoutenable" de la production et de la consommation du plastique, lundi 29 mai pour la reprise à Paris des négociations sur un futur traité mondial sur le sujet.



"L'objectif premier doit être de réduire la production de nouveaux plastiques et d'interdire dès que possible les produits plus polluants – comme les plastiques à usage unique – et les plus dangereux pour la santé", détaille Emmanuel Macron.

YOAN VALAT / POOL / AFP

Emmanuel Macron a appelé à "mettre fin à un modèle globalisé et insoutenable" de la production et de la consommation du plastique, lundi 29 mai pour la reprise à Paris des négociations sur un futur traité mondial contre cette pollution d'ampleur.

"Si nous ne faisons rien, la génération de déchets plastique triplera encore d'ici 2060. La pollution plastique, c'est donc une bombe à retardement en même temps qu'un fléau déjà présent", a déclaré le président français dans un message vidéo aux représentants de 175 nations réunis au siège de l'Unesco jusqu'à vendredi.

### **"Mettre fin à un modèle globalisé"**

Selon le chef de l'Etat, "il nous faut définitivement mettre fin à un modèle globalisé et insoutenable qui consiste à produire le plastique en Chine ou dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, NDLR), pour ensuite l'exporter sous forme de déchets vers les pays en développement, qui sont pourtant moins bien équipés en systèmes de traitements de déchets".

"L'objectif premier doit être de réduire la production de nouveaux plastiques et d'interdire dès que possible les produits plus polluants – comme les plastiques à usage unique – et les plus dangereux pour la santé", détaille Emmanuel Macron.

## **Fin de la pollution plastique d'ici à 2040**

Alors que "15% du plastique seulement est recyclé à l'échelle mondiale", "100% des plastiques mis sur le marché doivent demain être entièrement recyclables", poursuit-il, en plaidant comme une cinquantaine d'autres pays pour une fin de la pollution plastique d'ici à 2040.

"Il nous faut aussi nous donner les moyens d'innover plus fort, et plus vite, pour substituer au plastique des alternatives réellement écologiques", déclare Emmanuel Macron. Et il estime qu'il faut "mieux partager les solutions, les technologies, et assurer une solidarité vis-à-vis des pays les plus pauvres".

## **Une production annuelle de 460 millions de tonnes**

Les négociations sont délicates entre des pays aux ambitions divergentes, pour tenter de parvenir à un accord historique couvrant l'intégralité du cycle de vie du plastique. Le président de la République rappelle "l'objectif d'aboutir à un texte agréé d'ici la fin de l'année 2024, un an avant la conférence des Nations unies sur l'Océan à Nice".

La production annuelle a plus que doublé en 20 ans pour atteindre 460 millions de tonnes (Mt). Or les deux tiers de cette production mondiale ont une faible durée de vie et deviennent des déchets à gérer après une seule ou quelques utilisations. 22% sont abandonnés (décharges sauvages, incinérations à ciel ouvert ou rejet dans la nature) et moins de 10% sont recyclés.

(Avec AFP)

\* \* \*

*Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin [adhesion-2023.pdf](#) ([sprim-fo.org](http://sprim-fo.org)) accompagné du paiement correspondant.*